

Contribution de Gaston QUINCIEUX

Dans nos sociétés de pays occidentaux, l'évolution de la mendicité sur l'espace public et sa dispersion territoriale nous réinterroge sur le rôle de l'Etat comme garant des droits fondamentaux : se nourrir, se loger, avoir droit à une forme de sécurité etc. Par ailleurs, le travail des associations, pour aussi louable qu'il soit, ne constitue-t-il pas un palliatif à ce qui est ressenti comme une carence de l'Etat ?

Si par le passé, certains d'entre nous ont pu vivre, constater dans leur entourage que la solidarité constituait une valeur éducative et s'exerçait naturellement dans le tissu social local, jusqu'où peut-on aller aujourd'hui dans l'exercice de cette solidarité ? Ne faut-il pas se garder de compter uniquement sur l'Etat ?

Il n'existe pas une solidarité mais plusieurs formes de solidarités qui peuvent se compléter. Cependant, ne faudrait-il pas un sursaut pour interpellier les personnes politiques et les mettre ainsi devant leurs responsabilités en tant que porteurs de projets sur la mise en œuvre de la Solidarité ? Est-ce si insurmontable qu'il faille laisser cette question de côté, alors que la solidarité faisait jusqu'ici partie intégrante de notre modèle de société ?

N'y-a-t-il pas des actions de type lobby à mener auprès des décideurs, tant au niveau national qu'au niveau local ? Ce genre d'action initiée par les représentants d'association existe bien au niveau national (exemples donnés par le Secours Populaire avec le fonds d'aide alimentaire et par Emmaüs avec le rapport annuel sur le logement de la Fondation Abbé Pierre, des rencontres avec des euro-députés) et permet de trouver des « solutions de crise » mais débouche rarement sur des actions pérennes : ces solutions étant liées aux limites de l'économie libérale.

Si les instances associatives nationales jouent leur rôle d'interpellation des hommes politiques, il semble qu'il y ait beaucoup à faire au niveau local. Mais pour que l'action soit efficiente, fasse poids, est-il permis de rêver d'une meilleure lisibilité entre les différentes associations pour que celles-ci parlent d'une même voix, présentent aux décideurs un projet commun rationalisé ?